

BGE 16 I 827

Bundesgericht (BGE), 1890-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_16_I_827

FR: ATF 16 I 827

IT: DTF 16 I 827

Volltext

826 B. Civilrechtspflege. gef:proC(1en unb eingelen)enb begrünbet, baj3, wenn eine 3uniiC(1ft3um ßwed'e beß &rfa~eß einer in [Begfall fommenben mnfage unter; nommene unb au§;gefül)tte Q3aute augfetC(1 eine wefentHcf)e mer=- hefferung beß heftel)enben ßuftabeß im ,3ntcreffe beß Q3etrie6e~ ~erßeifül)re, ber ~l)atbeftanb beß mrt. 3 mbf. 1 @A1[A~5. tlor", Hege unb mttl)in bie auf S)erheifül)rung biefer merbefferung);)erroenbeten IJJCe~rtoften bem Q3auf.ont.o eintlerfetbt roerben bürfen; inf.oroeit liege eben ntC(1t ein bfofler @rfat für eine abgegangene mnfage, f.onbern eine ~eu~ .ober @rgiinaungßaufgabe l.l.or. @beufo- l)at baß Q3unbeßgeriC(1t in feiner @utfC(1eibung in 6aC(1cn Q3un- bCßratf) gegen '5C(1roeiaerifC(1e ~entraroyaln);)om 29. ;veaember 1889 (mmtnC(1e '5amm(ung XV, 6. 664 u. ff.) außgefproC(1en,. baj3 biefer @t1tnbfat auC(1 für merwenbungen auf baß Q3etrie6§;" material gerte, a{fo folC(1e merroenbungen bem iSautonto allem-tl bann 'be{aftet werden bürfen, Wenn baburC(1 eine mermel)nung ober wefentfiC(1e merbefferung bCß Q3eftel)cnben im .Intereffe beß iSetriebeß l)erbeigefül)rt roerbe. mn biefern @runbfii~en tft auf; l)ute burC(1auß feftaul)alten, wobei rüd'flC(1tnC(1 bel' .iSegrünbung einfaC(1 auf bie angefül)ttten frül)ern @ntfC(1eibungen lJenlJiefen werden barf. 2. ~un l)at im l.lorfiegenben tlalle bie @efellfC(1aft bel' mminig,- ten 6d)roeiaerbal)nen, wie bel' Q3unbeßratl) ht feiner /Re:plif au~ gegeben l)at, auf .?Baut.ouo lebigftC(1 bie lJJCel)rf.ofteu bcr ueueu .?BefeuC(1tungß~ unb S)eiaungßeiuriC(1tuugen, unter mbreC(1nung be~ [Bertl)eß ber aUßer @eorauC(1 gefetten frül)ern @tnriC(1tuugen, l.lerreC(1uet. ;vie @utfC(1eibuug l)/ingt bemgemäj3, naC(1 ben in @r;- wägung l entwid'eiten @runofä~en, Oal.l.on ab, ob burC(1 Me @in"- fül)nung ber neuu @inriC(1tungen eue mermel)nung ober eine ttlefentHC(1e merbefell)ung beß; Q3ejtel)enben im .Intereffe beß ~e., triebeß l)eroelgcfüljtt worben ift. mon einer mermel)t'Ung nun tann, wie auC(1 bie mereinigten ~C(1wetöerßaf)uen augeben, niC(1t bie /Rebe fein. ~ol) aber inl.lO(birt bie @infül)nung bel' fragüC(1en neuen @tnriC(1tungen eine meroeffertung im .Jutereffe beß .iSetriebeß uub tft bieie rui3 eue wcfentfiC(1e 3u craC(1tcu. ;ver .?Bunbeßratl) l)at bieß eigentnC(1 gar ntu)t beiriten unb Cß fanu auC(1 mit @run!> niC(1t beiriten Werben. :tJenn oie @infül)ruug ber @aßoefeuC(1tuug unb ;vant:pfl)eiaung bel' [Bagen, we{C(1e au il)rer burC(1gängigen ;vurC(1fül)nung einen crl)ebHC(1en .5tofteuauftlanb erT.orbert, erfC(1eint V. Ausdehuung der Haftpflicht. No 118. 827 ntC(1t a(ß eine bloß untergeoronete S)in3ufügung .ober mer/inberung, tltefmel)r wir!> baburC(1 mit erl)ebUdem .5toftenaufwanbe eine mer~ befferung l)erbetgefül)rt, burC(1 ttlefd)e bie [Bagen au @rfüllung l)rer oeffttmmung§;gemij3en mufgabe beß angemeffenen ~ranß~ :p.orteß l.l.on \ßcrf.ouen, wefetttHC(1 taugHC(1er gemau)t werden. @ß wirb bemt auC(1 baburC(1 bel' mn(agewertlj beß l8etrieoßmaterialß, we{C(1er naC(1 bem \ßriuöi:pe beß @ifenbal)nreC(1nung§;gefe~ei3 plr bie mufftellung bel' ~Uan3 bel' @ifenoal)ngefellfC(1aften grunbfii~fid) maflgeoenb tft; gejtetgert. @benfo wirb laum einem ßweifel unter~ fiegen, baß cmC(1 bel' mertel)rß~ (merfaufß~) ~uertlj beß

Q3etrieoi3~ materia{ß baburC(1 bermeljrt tterben bürfte, ba [Bagen mit l.ler~ 6eifetien S)ei3~ unb .?BeleuC(1tung§;einriC(1tungen w.ol){ einen l)öl)ern mcrtaufi3\util) a{ß f.old)e ol)ne berartige @tnrtC(1tungen oefi~en. @ß rann bie3 allerbingß nad) ben @t'Unbfä~cn beß @ifenal)n~ reC(1uuug§;gefeteß niC(1t entid)eibenb in iSetraC(1t fallen; immerl)tn barf baraut aur Unterftü~ung ber @ntfC(1eibuug l)ingewiefen werben. ;vemnaC(1 l)at baß 18uubei3geriC(1t edannt: ;ver mntrag beß Q3unbeß;ratl)eß wirb aßgewief en unb eß wirb mttl)tn bie memC(1nung bel' itreitigen \ß.often);)on auf(tmmen 2705 ~r. auf .?Bauf.onto gefattet. V. Ausdehnung der Haftpflicht. - Extension de la responsabilite civile. 118. Arrêt dans la cause Burkhalter contre Fabrique de pate de bois de Rondchâtel. Par jugement du 24 Juillet 1890, la Cour d' Appel et de Cassation du canton de Berne a debouté le sieur Jacob Burkhalter des conclusions de sa demande, tendant a ce qu'il plaise a la dite Cour condamner la Fabrique. de pate de bois de Rondchâtel a payer au demandeur des dommages-interets, par le fait de l'accident eprouve par lui sous la date du 828 B. Ci vilrechtl'pflege. 8 Aout 1888, les blessures ou lesions corpOrelles dont il a souffert depassant la somme de 3000 fr. Ensuite de son recours en reforme interjete aupres du Tribunal federal contre le precedent jugement, le sieur Burkhalter a repris, ä l'audience de ce jour, ses conclusions plus haut tenues. Le defenderesse a repris egalement ses conclusions primitives, tendant a etre liberee definitivement des fins de la demande. Statuant et considerant: En fait: 10 La papeterie de Biberist, pres Soleure, possede a Rondchâtel, Jura bernois, une succursale pour la fabrication de pate de bois. En dehors du batiment de la fabrique proprement dite, la defenderesse possede a Rondchâtel deux autres constructions, l'une contenant des ecuries pour le bétail et les chevaux destines a l'exploitation industrielle, et l'autre des logements loues par la Societe a des tiers, principalement a des ouvriers de la fabrique. Au nombre de ces ouvriers se trouvait le recourant, entre au service de la defenderesse en Fevrier 1884; il y travailla en qualite de chargeur jusqu'en 1888, epoque a laquelle il fut appele a soigner l'ecurie, et a faire des charrois dans l'interet de la fabrique. Le 8 Aout 1888, a 4 heures apres midi, Burkhalter fut envoye avec un char a Reuchenette, chercher de la terre glaise destinee a la reparation des poeles de la maison d'habitation susmentionnee. A son retour le cheval s'emporta; Burkhalter chercha a le retenir par la bride, mais ne pouvant le maitriser il fut renverse, traine pendant un certain parcours, et le char lui passa sur le corps; cet accident lui causa une mutilation de la main droite, dont l'index est reste completement ankylose et atrophie. C'est a la suite de cet accident que Burkhalter a introduit l'action actuelle, et demande une somme de 5000 fr. a titre de dommages-interets. A l'appui de cette conclusion, le demandeur allegue d'abord plus qu'il avait contracte, deja precedemment, une grave herme, dans son travail de chargeur au service de la defenderesse. Burkhalter a neanmoins renonce, devant la V. Ausdehnung der Haftpflicht. No 118. Cour cantonale, a faire etat de ce dernier element de dommage. Statuant, la Cour a repousse les conclusions du demandeur et admis celles produites en liberation par la defenderesse, en se fondant, en resume, sur le motif que la loi federale du 26 Avril 1887 sur l'extension de la responsabilite civile des fabricants, soumettant a celle du 25 Juin 1881 les services en correlation avec l'exploitation d'une fabrique, alors meme qu'ils ne s'effectueraient pas dans les locaux fermes de celle-ci, ainsi que les travaux accessoires ou auxiliaires en rapport avec l'exploitation n'est pas applicable en l'espece. Le travail pendant lequel Burkhalter a ete blesse n'est pas au nombre de ceux prevus par la loi precitee ; il est etranger, en principe, a l'exploitation de la fabrique de Rondchâtel. C'est a la suite de ce jugement que Burkhalter a recouru au Tribunal federal, et que les parties ont conclu comme il a ete dit ci-dessus. En droit: 20 La competence du

Tribunal federal est incontestable aux termes de l'art. 29 de la loi sur l'organisation judiciaire. D'une part, la cause appelle l'application des lois fédérales sur la responsabilité civile des fabricants, et, d'autre part, la somme en litige est supérieure à 3000 fr. puisque le demandeur, bien qu'ayant abandonné l'élément de dommage tiré de la hernie qu'il aurait contractée au service de la défenderesse, a maintenu, devant l'instance cantonale, ses conclusions, tendant à l'obtention d'une indemnité de 5000 fr. Au fond, c'est avec raison que la Cour cantonale, faisant application des dispositions de la législation fédérale sur la matière, a débouté le sieur Burkhalter des fins de sa demande. En effet, si les art. 3 et 4 (de la loi fédérale du 26 Avril 1881 sur l'extension de la responsabilité civile, comprenant la loi du 25 Juin 1881, soumettent également aux dispositions de cette dernière les travaux ou services qui sont en corrélation même indirecte (« mittelbarer Zusammenhang » du texte allemand) avec l'exploitation de la fabrique, ainsi que les travaux accessoires ou auxiliaires qui, sans être compris sous la désignation « exploitation » à l'art. 2 de la loi (du 1^{er} Juillet 1875 et à l'art. 2 de celle du 25 Juin 1881, sont en rapport avec l'exploitation, il est indispensable, pour que cette extension de responsabilité puisse être admise, que la prédite corrélation soit établie à un titre quelconque, c'est-à-dire que les travaux au cours desquels l'accident s'est produit aient été exécutés en vue du but poursuivi par l'exploitation industrielle proprement dite, et qu'ils soient en rapport, au moins éloigné, mais incontestable, avec cette exploitation. Il est compréhensible que la loi n'ait pas pu définir d'une manière précise, ou énumérer d'une façon complète tous les cas rentrant sous cette rubrique, et c'est dès lors au juge à rechercher et à décider dans chaque cas particulier, en tenant compte des circonstances, si les travaux dont il s'agit présentent la corrélation susmentionnée. 4^o 01' il n'en est point ainsi en ce qui touche le travail exécuté par le demandeur lors de l'accident dont il a été victime. Bien qu'au nombre des services que Burkhalter était appelé à rendre dans la situation, d'ailleurs assez mal définie, qu'il occupait chez la défenderesse, il s'en trouve qui rentrent dans la catégorie de ceux prévus aux art. 3 et 4 de la loi précitée, il ne peut être question de faire rentrer sous ces dispositions, exceptionnelles, dont l'interprétation ne saurait être extensive le genre d'activité déployé par Burkhalter au moment de l'accident. Le transport de terre glaise destinée à la réparation des poêles d'une maison d'habitation louée à des tiers dont plusieurs sont sans relation avec la fabrique de Rondchatel, bâtiment étranger aux installations industrielles de cette entreprise et dont le revenu locatif figure sur un compte spécial était certainement sans rapport aucun avec l'exploitation et ne présente à aucun degré de corrélation exigée par les articles susvisés. Par ces motifs, Le Tribunal fédéral prononce: Le recours est rejeté, et le jugement rendu par la Cour d'Appel et de Cassation du canton de Berne le 24 Juillet 1890 est maintenu tant au fond que sur les dépens. V. Ausdehnung der Haftpflicht. No 99. 119. Urt. vom 31. Oktober 1890 in 5 (td) en IJCer & Cie. gegen Bagemann. 831 A. (Durd) Urt. vom 28. August 1890 9at baß (t) (ef) (a) (ton) (gert) (t) (be) (Stanton) (3) (maff) (tab) (erfannt): (§; (i) (3) (tl) (rb) (bai) (3) (er) (it) (initan) (nd) (e) (Urf) (leil) (bef) (tät) (gt) (me) (ft) (ag) (te) (t) (p) (ep) (f) (anten) (tragen) (orb) (ent) (Hd) (e) (unb) (au) (3) (er) (orb) (ent) (Hd) (e) (Stof) (ten) (3) (l) (le) (iter) (Jtt) (fan) (3) (mit) (dner) (Ur) (t) (e) (U) (i) (3) (ge) (flü) (r) (bon) (40) (%). (Da) (er) (ft) (in) (ft) (an) (ft) (d) (e) (Urt) (ei) (bei) (3) (li) (\) (ll) (ger) (id) (te) (i) (3) (ma) (ff) (tab) (\) (om) (13). (Juni) (1890) (ging) (ba) (in): (Der) (am) (13). (et) (imar) (1890) (3) (tl) (ld) (en) (ben) (ar) (te) (ien) (a) (6) (gef) (d) (Loff) (ene) (E) (ed) (rag) (tft) (t) (Uf) (ge) (lob) (en) (mef) (ag) (te) (fi) (ub) (u) (Ba) (lung) (einer) (§; (n) (fd) (ä) (bt) (gung) (ben) (6800) (r) (lam) (mt) (Bini) (3) (au) (5) (Ofo) (\) (lem) (tag) (e) (bel) (§; (in) (re) (id) (ung) (bel) (St) (age) (10) (I) (X) (ri) (J) (1890) (an) (er) (urt) (em) (unb) (tragen) (bie) (or) (bi) (naren) (Stof) (ten) (bei) (3) (r) (03) (eff) (ei) (3) (mit) (in) (fd) (Lu) (3) (e) (ue) (!) (}) (on) (orari) (3) (an) (ben) (ger) (id) (t) (Hd) (en) (§; (p) (er) (ten) (B) (egen) (ba) (5) (1) (tr) (t) (eil) (be) (t) (p) (ep) (U) (ati) (oni) (3) (ger) (id) (te) (ß) (er) (gr) (iff) (b) (te) (irma) (§; (mü

Wl:er~ & llic. bie meiter3ie~ung au baß JBunbei3~ gerid)t. mei bel' ~euttgen)Eer~anb{ung
"beantragt i9r 'llnttlaH: (§;i3 feien bie \..lorberinfan3Hd)en ltrt~eile aufzugeben. Stlager
fei mit feiner Stlage aböuttleifen, c\)entueU eß fei * UrtgeUßfumme an~ gemeffen au
rcbu3irfu, ober bod) bem Urtf)eU ein)Eorbe~alt au @unften bel' meUagten im !3enagten
ein. (§;r foUte bott eine breija~rige ~e~r3eit burd)mad)en unb oe~ 309 anfiingUd) einen
20ljn \)on 7.0 lltß. reJ~. 1 ~r. :pet :tag. m:m 26. ;juni 1889 arbeitete er an bel' '!tui3fü~mng
eine!.} ~e~

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.